

Le crépuscule du macronisme

PAR LAURENT MAUDUIT
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 5 DÉCEMBRE 2018



Emmanuel Macron lors de la présentation de son programme pluriannuel de l'énergie, le 27 novembre. © Reuters

Le mélange de libéralisme en économie et d'autoritarisme en politique qui avait assuré la victoire du macronisme le conduit aujourd'hui vers un échec. Car quel que soit le dénouement de la crise, Emmanuel Macron ne pourra pas achever son quinquennat comme il l'a commencé, dans une boulimie de réformes conduites au pas de charge et en piétinant la démocratie sociale.

Sans doute Emmanuel Macron aurait-il été bien avisé de réfléchir à l'adage populaire selon lequel on est souvent puni par où l'on a péché. Car s'il faut résumer l'histoire de sa formidable et récente ascension sur l'arène politique, puis la tout aussi brutale crise de régime qu'il traverse aujourd'hui et qui marquera, quoi qu'il arrive, irrémédiablement son quinquennat, on est enclin à faire un constat voisin : les ressorts de sa victoire totalement inattendue à la dernière élection présidentielle sont aussi ceux qui permettent de comprendre, à peine dix-huit mois plus tard, l'échec retentissant qui est maintenant le sien – échec retentissant que symbolise le moratoire sur la hausse des taxes sur les carburants, ou des tarifs de l'électricité et du gaz, dont ne voulait surtout pas entendre parler Emmanuel Macron jusqu'à ces derniers jours et qu'il est obligé de concéder aujourd'hui. À croire que même en politique, il y a des lois quasi physiques auxquelles nul ne peut échapper.

Que l'on se souvienne en effet de l'image dont Emmanuel Macron a profité auprès des milieux d'affaires et qui lui a permis de devenir leur champion. Ces milieux d'argent se sont progressivement

convaincus qu'il serait libéral en économie, comme l'avaient été avant lui aussi bien Nicolas Sarkozy que François Hollande ; mais qu'à la différence de ces deux prédécesseurs, et plus encore de Jacques Chirac, il n'avancerait pas à pas comptés. Non, si Emmanuel Macron est parvenu assez tôt à devenir le candidat de l'oligarchie, **comme nous l'écrivions dès juillet 2016**, presque un an avant l'échéance présidentielle, c'est parce que ces milieux d'affaires, comme la haute fonction publique de Bercy qui lui est acquise, ont très vite compris qu'Emmanuel Macron avancerait à marche forcée ; qu'il conduirait un maximum de réformes ultrasensibles dans un minimum de temps. Qu'il n'aurait pas les prudences qu'avaient eues en certaines circonstances ses prédécesseurs.

C'est ce que fut l'étrange alchimie de la victoire du macronisme : la promesse de politiques ultralibérales conduites dans le cadre d'un régime autoritaire, ne perdant pas le moindre temps à respecter une démocratie sociale réputée en crise.



Emmanuel Macron lors de la présentation de son programme pluriannuel de l'énergie, le 27 novembre. © Reuters

Sans doute cette alchimie a-t-elle surpris les soutiens les plus candides d'Emmanuel Macron. Car certains ont pu penser que le libéral Emmanuel Macron, jeune et dynamique patron d'une « start-up nation », le serait évidemment en économie, mais tout autant en politique. Ils ont pu penser qu'il aurait la volonté de bousculer ou au moins de dépoussiérer les institutions de la V^e République pour sortir des relations politiques verticales et inventer des relations plus horizontales – en un mot, plus collectives. Ils ont pu espérer qu'il sortirait de l'exercice solitaire du pouvoir pour mettre plus de collectif dans la vie publique. Ils ont pu croire qu'il allait bousculer les syndicats, tout en les respectant et en cherchant à refonder la démocratie sociale. Ils ont pu imaginer qu'il

aurait de la considération pour les contre-pouvoirs, à commencer par le Parlement, et pour les autorités indépendantes.

Bref, certains des partisans d'Emmanuel Macron ont pu croire, de bonne foi, qu'il pourrait rompre avec le présidentielisme et, dans une conception libérale au sens anglo-saxon, refonder l'exercice du pouvoir en France, de sorte qu'il soit plus conforme à ce qu'est une véritable démocratie. D'autant qu'Emmanuel Macron a été élu président de la République par défaut. Au premier tour du scrutin, le 23 avril 2017, il arrive en tête avec 24,01 % des suffrages exprimés mais, avec une forte abstention, il ne recueille en réalité que 18,19 % des inscrits. Au second tour, il profite non pas d'un vote d'adhésion, mais d'un vote de rejet de sa rivale d'extrême droite, Marine Le Pen.

En 2002, dans des circonstances équivalentes, Jacques Chirac avait trouvé la formule qui convenait – même s'il n'en avait rien fait : « *Ce vote m'oblige !* », avait-il déclaré au pays. D'Emmanuel Macron, ses partisans ont pu espérer des mots courageux similaires. Et de la parole aux actes, ils auraient pu croire qu'il chercherait d'abord à redonner vie à une démocratie à bout de souffle et à rassembler un pays divisé.

Pourtant, sitôt élu, le chef de l'État fait l'exact contraire : même s'il n'a obtenu le soutien que d'une minorité de Français, il ne songe pas un instant à rassembler le pays ni à parler à ceux des citoyens qui avaient voté pour lui uniquement pour écarter le danger d'extrême droite. Usant des pouvoirs exorbitants – sans équivalent dans aucune grande démocratie au monde – que lui offrent les institutions, il se transmute sur-le-champ en une sorte d'Emmanuel le Petit autoritaire. Son comportement ne doit rien au hasard : il ne fait que mettre en pratique la conception des pouvoirs de l'oligarchie française, qui n'a jamais été libérale au sens politique du terme mais qui s'est, au contraire, toujours accommodée des institutions néomonarchiques de la V^e République, voulant réformer la France tambour battant, ce qui serait difficile dans un régime démocratique, c'est-à-dire soucieux de l'avis des citoyens ou des délibérations des élus de la nation.

Un moment, pendant la campagne présidentielle, le candidat de La République en marche avait certes suggéré qu'il tiendrait les deux bouts de la corde. C'est son fameux « *en même temps* ». Mais très vite, le « *en même temps* » est oublié et la politique conduite est 100 % néolibérale, pas le moins du monde sociale-libérale et encore moins sociale.

En somme, le macronisme apparaît très tôt comme une variété hybride du bonapartisme : c'est l'autoritarisme d'un régime quasi monarchique, mais sans la moindre coloration sociale. Comment pourrait-il en être autrement ? Par définition, le social-libéralisme repose sur un troc : les salariés acceptent davantage de flexibilité en contrepartie de nouvelles sécurités. Il exige donc un pacte social, conclu par des partenaires sociaux à qui sont reconnus des pouvoirs de négociation. Or avec Emmanuel Macron, rien de tel : des concertations sont imaginables à l'extrême rigueur – et encore... le moins souvent possible –, mais surtout pas des négociations. Dès lors, le quinquennat d'Emmanuel Macron promet une folle farandole de mesures antisociales – démantèlement par ordonnances de pans entiers du code du travail et du droit du licenciement, refus de tout coup de pouce en faveur du salaire minimum, gel confirmé des rémunérations publiques, renforcement du contrôle des chômeurs, réforme de la retraite avec l'introduction d'un système par points, suppression des effectifs publics, hausse de la CSG pour les retraités, y compris les plus modestes...

Ce régime est le plus régressif que l'on ait connu depuis les débuts de la V^e République, et le plus désinhibé : il conduit sa politique de déconstruction du modèle social français de la manière la plus violente. Presque avec ostentation. Cette caractéristique renvoie à un trait qui est sans doute celui d'Emmanuel Macron, mais qui plus largement a contaminé la haute fonction publique du ministère des finances : l'adoration, quasi fétichiste, pour les chiffres – les 3 % de déficit public, les 60 % d'endettement public... – qui ne sont, après tout, que des conventions ; et la détestation de la question sociale, sinon le mépris de classe... De ce trait un tantinet méprisant, on

trouve d'innombrables indices. D'abord, les sorties d'Emmanuel Macron – tantôt des gaffes, tantôt du mépris assumé – qui donnent à comprendre ce qu'il pense des plus modestes : de ces ouvrières de chez Gad qui sont « *pour beaucoup des illettrées* » ; de ces ouvriers de Lunel, dans l'Hérault, qui n'ont pas compris que « *la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler* » ; de ces « *gens qui ne sont rien* », que l'on croise dans les gares, à côté des « *gens qui réussissent* » ; de ces « *fainéants* » auxquels il ne veut rien céder, pas plus qu'aux « *cyniques* » ou aux « *extrêmes* » ; ou encore de ceux qui préfèrent « *aller foutre le bordel* » plutôt que « *d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes* ». Autant de formules qui, d'un bout à l'autre du pays, à tous les ronds-points occupés par des « gilets jaunes », n'ont évidemment pas été oubliées...

Le dédain ou l'arrogance d'Emmanuel Macron

Il faut bien connaître l'état d'esprit de la haute fonction publique de Bercy pour comprendre les raisons profondes du comportement quasi monarchique, autoritaire d'Emmanuel Macron. Car au fil des années, un sentiment d'exaspération n'a cessé de croître au sein de cette caste, dont Emmanuel Macron est devenu le champion. Parce que si la droite comme la gauche socialiste ont conduit depuis vingt ans des politiques de plus en plus franchement libérales, elles l'ont fait à leur rythme, pas toujours accéléré ; parce qu'aux yeux de cette oligarchie il faudrait presser la cadence, accélérer les réformes dites structurelles.

Dire que la caste se défie de la démocratie, ou s'en écarte, serait assurément excessif. Mais pour de nombreux hauts fonctionnaires, c'est à coup sûr une perte de temps, malheureusement. Une perte de temps, parce que les politiques font des promesses inconsidérées à chaque échéance électorale ; parce que les partenaires sociaux veulent être consultés et retardent d'autant la mise en œuvre de ces réformes. L'exaspération est d'autant plus forte qu'un dédain oligarchique s'est répandu : sans l'exprimer de

manière aussi brutale, beaucoup des membres de la caste ont la conviction qu'eux savent ce qui est bon pour le peuple, même si le peuple, lui, ne le sait pas.

Dans cette nouvelle génération de hauts fonctionnaires qui constitue désormais la garde rapprochée d'Emmanuel Macron, il y a une forme de dédain pour le petit peuple qui ne comprend pas que le train de vie de la France est trop élevé, que la dépense publique et surtout la dépense sociale doivent impérativement être contenues...

Quiconque a approché ces hauts fonctionnaires de Bercy sait de quoi je parle. Dans le cas de la réforme des retraites, le discours dominant est en boucle : pourquoi les politiques avancent-ils si lentement ? Alors que depuis le début des années 1990, et notamment depuis le célèbre « Livre blanc » de Michel Rocard, le diagnostic est posé, pourquoi les gouvernements n'ont-ils procédé que par touches successives, un premier pas étant fait par Édouard Balladur, un autre par Alain Juppé, un autre par Jean-Pierre Raffarin ? Pourquoi faudrait-il conduire une nouvelle négociation alors que l'on sait très précisément ce qu'il faut faire ?

Bercy, à l'instar des marchés financiers, privilégie le court terme. Par-dessus tout, il déteste le débat public. Puisqu'il n'y a qu'une seule politique possible, il n'y a pas de place pour la contradiction ou pour l'interpellation. Et encore moins pour la négociation. Sans même parler de paritarisme. C'est peu dire qu'il existe dans ces sphères élevées une forme d'exaspération radicale et de mépris à l'égard des politiques.

En cela, le quinquennat qui commence au printemps 2017 a donc des allures de revanche. D'un seul coup, le clan des hauts fonctionnaires qui appuient Emmanuel Macron voit avec ivresse l'un des siens accéder à la fonction suprême et en capacité d'appliquer ce qu'il préconise depuis des années. Emmanuel Macron est devenu populaire dans ces milieux oligarchiques. Il a exprimé leur conviction qu'il fallait désormais conduire une politique de rupture. Poursuivre la politique néolibérale des gouvernements antérieurs, mais au pas de course. Sans se demander si le pays va

suivre, sinon se rebeller. Rattraper le temps perdu, en somme. Poursuivre en même temps toutes les réformes libérales trop longtemps différées.

C'est pour cette raison qu'Emmanuel Macron et la caste dont il est le porte-étendard ne sont pas partisans du libéralisme politique. Pour ces cercles dirigeants, les institutions du « *coup d'État permanent* » sont les plus adaptées pour conduire les réformes : réforme du code du travail en même temps que réforme de la formation professionnelle, remise en cause des obligations de service public de la SNCF et nouvelle réforme des retraites.

Car c'est ce qu'il y a de plus spectaculaire dans l'action conduite par Emmanuel Macron : il n'y a pas de temps pour de véritables concertations – ou alors juste un simulacre, comme pour les ordonnances –, pas de temps pour que le Parlement délibère souverainement. Avec au bout du compte ce paradoxe, qui est la marque du quinquennat Macron : à la boulimie libérale répond l'anorexie démocratique (*lire ici*). De ce point de vue, le recours à la procédure très antidémocratique des ordonnances (*lire notre parti pris écrit à l'époque*) pour démanteler une bonne partie du droit du travail aura constitué un point culminant dans la marche échevelée entreprise par ce nouveau pouvoir.

Encore faut-il dire que l'expression d'anorexie démocratique ne donne qu'une faible idée de l'autoritarisme d'Emmanuel Macron, qui le conduit au recours constant à la violence policière depuis le début de son quinquennat. Un jour, ce sont les migrants qui sont les victimes de cette violence, le lendemain les étudiants, le surlendemain les zadistes. Et maintenant, ce sont les gilets jaunes qui en font les frais.

Comment a réagi le pays ? Avec le recul, on comprend mieux désormais ce qui s'est passé dans les profondeurs de l'opinion. Pendant tout un temps, sans doute pendant presque un an, il y a eu comme un effet de sidération. Assommé par l'irruption de ce nouveau pouvoir, tétanisé par la cascade de réformes qui a ensuite commencé, le pays n'a trop rien dit. Pendant le mouvement social contre la loi sur le travail, la division syndicale – et notamment la spectaculaire division orchestrée par la direction de Force ouvrière –

a aussi contribué à ce que la colère sociale ne débouche pas. Puis il y a eu cet étrange et interminable conflit à la SNCF, où une partie de la population était de cœur avec les cheminots, mais a bien compris que la grève perlée risquait de ne pas déboucher sur grand-chose.

Finalement, il y a eu comme un phénomène d'accumulations. Réforme après réforme, la colère sociale a pris forme, s'est sédimentée. Après la colère des cheminots, il y a eu celle, beaucoup plus diffuse mais terriblement forte, des retraités auxquels le gouvernement veut ponctionner l'équivalent d'un quart à un demi-mois de pension sous la forme du relèvement de la CSG et de la brutale désindexation des retraites. Et puis, parmi d'innombrables autres mesures, il y a eu la poursuite de la hausse de la taxe sur les produits pétroliers. Et allez savoir pourquoi, c'est cela qui a constitué l'étincelle – « *c'est le contingent qui réalise le nécessaire* », aurait-on dit dans la phraséologie marxiste qui avait cours en d'autres temps.

Et c'est pour cela que ce conflit des gilets jaunes est sans doute comme un point de bascule irrémédiable dans cette brève histoire du macronisme. Car d'un seul coup, toute la politique antisociale de ce gouvernement est vouée aux gémonies, alors que le pays semblait amorphe ou chloroformé ; c'est le dédain ou l'arrogance d'Emmanuel Macron qui sont pointés dans toutes les manifestations, accompagnant désormais le chef de l'État, où qu'il aille, sous la forme de huées. « *Macron démission !* » : même les lycéens commencent à entonner le slogan... c'est dire si l'impopularité du chef de l'État est désormais enracinée dans tout le pays.

La boulimie de réformes mariée à l'anorexie démocratique a donc fini par se retourner contre son promoteur : ce qui était le moteur du succès d'Emmanuel Macron est en passe de sceller l'échec de son quinquennat, alors qu'il est bien loin d'être achevé. Car quelle que soit l'issue de cette crise, en imaginant même que le chef de l'État puisse éviter une dissolution et que la crise politique ne se transforme pas en crise de régime, en supposant même qu'il parvienne à reprendre la main, peut-il espérer que

le gouvernement reparte plus tard du même pied ? Imagine-t-on que le pouvoir va être en mesure de casser le paritarisme du régime d'assurance-chômage et de mettre à la diète les futurs chômeurs ? Et puis après, qu'il promouvra sa réforme de la retraite, qui va conduire à remettre en cause les droits des futurs retraités, sous la forme d'une remise en cause de l'âge du départ à la retraite ou d'une baisse des pensions ? Et puis après encore, qu'il livrera Aéroports de Paris ou la Française des jeux à quelques-uns de ses amis dans les milieux d'argent ? Et après, qu'il mettra en application toutes les mesures envisagées qui devraient venir ponctionner dans les prochains mois le pouvoir d'achat d'une grande majorité de Français (*lire ici*) ?

On peine à imaginer que la folle farandole des réformes reprenne et surtout que la vie politique française retrouve dans un proche avenir un cours plus apaisé. Sans le moindre doute, le moratoire de six mois sur la hausse des taxes sur les carburants ainsi que sur les hausses des tarifs de l'électricité et du gaz va être interprété par le pays pour ce qu'il est : la preuve de l'extrême faiblesse d'un régime, avec à sa tête un président qui a perdu son autorité, sinon même sa légitimité. Par surcroît, dans le cas des taxes sur le

carburant, il ne s'agit que d'un moratoire de six mois et pas d'une annulation, ce qui a bien peu de chances d'apaiser la colère sociale.

Comme il n'y a rien en faveur du Smic, rien en faveur des retraités, rien non plus en faveur d'un nouvel impôt sur la fortune ; comme, en fin des compte, les concessions sont très minimes et aléatoires, le mouvement social semble devoir durer. Ce qui risque de conduire, tôt ou tard, Emmanuel Macron à devoir faire de nouvelles concessions. Après les réformes à marche forcée, voici venu le temps piteux des reculades à répétition.

Sous le masque étroit d'un président qui, dans son orgueil démesuré, se croyait jupitérien, devra-t-on bientôt chercher à déceler les traits d'un président impuissant, devant « *se contenter d'inaugurer les chrysanthèmes* », selon la formule célèbre du général de Gaulle ? Il est trop tôt pour savoir comment l'Histoire se vengera. C'est en tout cas l'un des tours de force du chef de l'État : Emmanuel Macron a sans doute irrémédiablement enterré le macronisme !

Boite noire

Pour ce « parti pris », j'ai fait quelques emprunts à mon livre *La Caste* (Éditions La Découverte).

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.